

**NON
À LA HAUSSE
DES IMPÔTS
DU PRÉFET**

Spécial budget communal

M. le Préfet : ouvrez la porte au dialogue !

**Interviews
d'habitants :**



MME TALIBA NAMILI
Parent d'élève, traductrice
Habitante du Village

Pensez-vous que la commune dépense trop pour répondre aux besoins des écoles ?

La ville fait des efforts mais ses moyens sont insuffisants. Avant de venir m'installer à Grigny j'habitais dans une ville où il y avait beaucoup de moyens pour les activités péri-scolaires et pour les centres de loisirs. Ici, il y a un bon service public mais il y a encore beaucoup à faire.

Comment réagissez-vous face à la décision du Préfet d'augmenter les impôts ?

Je suis scandalisée par le choix du Préfet. Taxer une ville comme Grigny c'est inhumain. Le Préfet devrait revoir sa copie. Je trouve que dans ce cadre, le Préfet à l'Egalité des chances ne porte pas bien son nom. L'Etat devrait plutôt s'attaquer aux privilèges comme par exemple le bouclier fiscal.



M. PAUL ROSSI
Retraité, architecte
Habitant des Patios

Pensez-vous que Grigny dispose de suffisamment de moyens ?

J'habite à Grigny depuis 1972. Il y a eu beaucoup d'équipements de construits depuis mon arrivée mais le problème c'est qu'il y a une insuffisance de moyens pour les faire fonctionner.

Au-delà de cette absence de moyens, je trouve personnellement que la ville est bien gérée.

Comment réagissez-vous face à la décision du Préfet d'augmenter les impôts ?

50 % c'est abusif ! L'Etat n'a pas tenu ses promesses. Il a coupé des subventions, il n'est pas intervenu et il a attendu que le déficit gonfle et se cumule d'année en année. Comme il connaissait la situation de Grigny, il' aurait du s'attaquer au problème dès le départ.

MME OUAFFE ABOUD

Parent d'élève
Agent d'escalier
à l'aéroport d'Orly
Habitante de la
Grande Borne

Que vous évoque l'augmentation des impôts décidée par le Préfet ?

C'est révoltant ! On a des petits salaires et on a déjà du mal à boucler les fins de mois, alors là, comment va-t-on faire ? Je paye déjà presque 600 € de loyer et le peu d'argent que je mets de côté c'est pour mes enfants.

Le Préfet dit : l'Etat donne beaucoup pour Grigny ?

J'étais dans la délégation en Préfecture. Le Préfet à dit : «L'Etat donne beaucoup d'argent pour Grigny». Mais à Grigny il manque du personnel dans les écoles, les crèches... Ce n'est pas normal que seuls les enfants dont les deux parents travaillent bénéficient des centres de loisirs, des crèches... Je suis citoyenne de Grigny, je paye mes impôts et j'ai pas les services qui vont avec. Elle est où l'égalité ? Et après on va se plaindre des jeunes qui se retrouvent en difficulté.



Le Maire interpelle de nouveau le Préfet et lui propose un «Contrat d'objectifs»

Dans sa lettre du 6 octobre au Préfet, le Maire souligne «Votre décision ne règle en rien le déséquilibre structurel du budget de fonctionnement de la commune. Elle conduit au contraire à une impasse, lourde de conséquences pour les contribuables. Elle porte aussi, un mauvais coup aux évolutions de Grigny aujourd'hui engagées, un mauvais coup à nos objectifs de mixité sociale et de développement économique». Le Maire rappelle également au Préfet que «la Municipalité de Grigny n'a cessé de tout faire pour obtenir que les services de l'Etat et de la ville travaillent ensemble pour chercher toutes les solutions permettant de construire un équilibre budgétaire durable qui garantisse la capacité de la ville à répondre aux besoins des habitants». Il l'interroge : «Pourquoi ce refus de rechercher à temps, les vraies solutions qui auraient évité l'aggravation du déséquilibre du budget ?»

Il souligne aussi que «la ville, pour ce qui la concerne, s'est engagée dans un plan d'économies de gestion qu'elle a elle-même amplifié cette année». «Mais elle a dû aussi procéder à de nombreuses réductions dans les services aux habitants et dans les dépenses de personnel. A plusieurs reprises la Chambre Régionale des Comptes a reconnu cette réalité».

Il réitère aujourd'hui sa demande «d'ouvrir avec la ville un processus de travail pour rechercher de vraies solutions dans le cadre d'un «contrat d'objectifs» qui intègre la poursuite des efforts de gestion de la ville ainsi que des mesures de la part de l'Etat et d'autres partenaires financiers».